

## LA HAUSSE DES IMPORTATIONS N'EST PAS SOUTENABLE

## L'alerte de Laksaci

**La hausse des importations en 2013 n'est pas soutenable, affirmait hier le gouverneur de la Banque d'Algérie, prônant la vigilance tout en rassurant sur la situation financière du pays. Mohamed Laksaci a indiqué que la Centrale des risques modernisée sera «mise en œuvre» en 2014.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Hier à l'Ecole supérieure de banques (ESB), le gouverneur de la Banque d'Algérie a présenté la conjoncture monétaire et financière de 2013 devant des représentants de l'establishment bancaire national. Certes, Mohamed Laksaci s'est tenu à un discours plutôt rassurant sur la position financière du pays, notamment celle extérieure.

Une position qui reste encore «très solide», le gouverneur évoquant un niveau «historiquement bas» de la dette extérieure (3,396 milliards de dollars à fin décembre 2013 contre 3,676 milliards de dollars à fin décembre 2012), ainsi qu'un encours des réserves de changes (or non compris) de 194,012 milliards de dollars (contre 190,661 milliards de dollars à fin décembre 2012). Ce qui assure de la résilience de l'économie algérienne, de sa capacité à faire face à tout choc externe et risque d'instabilité sur le moyen terme. Voire, Mohamed Laksaci se refusera à évoquer un déséquilibre poursuivi des paiements extérieurs, arguant que le déficit du compte courant qui a été enregistré durant les 9 premiers mois de 2013 (0,99 milliard de dollars) a pu être compensé par l'excédent du quatrième trimestre (1,84 milliard de dollars). Soit un compte courant de la balance des paiements qui affiche un excédent léger de 0,85

milliard de dollars durant l'année, indique le gouverneur qui constate que la balance des paiements extérieurs globale a enregistré un très léger excédent de 0,13 milliard de dollars.

Toutefois, si les exportations d'hydrocarbures se sont contractées de 7,37% en volume et de 10,27% en valeur (s'établissant à 63,33 milliards de dollars contre 70,58 milliards de dollars à fin 2012), a contrario, les importations de marchandises se sont accrues de 6,9%, atteignant 55,13 milliards de dollars contre 51,57 milliards de dollars à fin 2012.

Certes, les importations ont enregistré une tendance relativement baissière entre le premier et le second semestre de 2013, et un excédent commercial global de 9,29 milliards de dollars a été constaté, comme le démontrent plusieurs statistiques.

Toutefois, la hausse des importations en 2013, même dominées par les biens d'équipements, demi-produits et biens de consommation non alimentaire, atteint un niveau qui «est non soutenable», eu égard au profil des exportations d'hydrocarbures, relève Mohamed Laksaci. Et ce, d'autant que les efforts en matière de substitution à l'importation et de promotion des exportations hors hydrocarbures (1,15 milliard de dollars en 2013) s'avèrent encore insuffisants, observe-t-il, prônant la nécessité



Laksaci se refusera à évoquer un déséquilibre des paiements extérieurs.

d'asseoir un nouveau schéma» de financement de l'investissement productif dès 2014.

Ainsi, le gouverneur de la Banque d'Algérie qui a indiqué une croissance «record» des crédits bancaires à l'économie (5 154,24 milliards de dinars, en croissance de 20,21%), appellera les banques à développer l'intermédiation, la collecte d'épargne et l'octroi de crédits sains. Et ce, d'autant que les banques dispo-

sent d'assez de «marge de manœuvre» pour le financement et qu'elles disposent dorénavant de la possibilité d'emprunter auprès de la Banque d'Algérie qui a «réactivé son rôle de prêteur en dernier ressort», précise son gouverneur. Et ce, laissera-t-il entendre, sans chercher à tirer profit de la «déflation qui s'est confirmée» en 2013, le rythme d'inflation ayant amorcé une décélération depuis le début de l'année

et atteignant les 3,26% en moyenne annuelle. Ce faisant, Mohamed Laksaci s'est montré rétif à se prononcer sur l'impact d'une nouvelle revalorisation salariale sur l'évolution inflationniste, en relevant que l'élément salaire quoique, étant un prix, ne figure pas parmi les déterminants de l'inflation.

D'autre part, Mohamed Laksaci a indiqué que le Conseil de la monnaie et du crédit auprès de la Banque d'Algérie a agréé une refonte globale de l'ensemble du dispositif réglementaire, dans le contexte de l'application des nouvelles règles prudentielles (Bâle II et Bâle III). Ainsi, les banques disposent encore d'un délai jusqu'au 5 octobre prochain, précise-t-il, même si la mise en conformité a été «largement réalisée», selon Mohamed Laksaci.

Le gouverneur indiquera par ailleurs que la Centrale des risques (d'impayés) des ménages et entreprises sera «mise en œuvre» en 2014 au niveau de la Banque d'Algérie.

Une centrale qui existe déjà mais qui est appelée à être davantage «moderne et globale», note-t-il, en précisant que son développement s'inscrit dans le cadre de l'application des nouvelles règles financières. Ce qui s'inscrit aussi dans le contexte de la relance du crédit à la consommation au profit de la production nationale, une question à l'ordre du jour de la prochaine rencontre tripartite (gouvernement-UGTA-patronat).

C. B.

DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL  
D'INVESTISSEMENTLa réglementation  
reste inadaptée

**Selon des experts financiers, la loi sur le capital d'investissement n'est pas adaptée à l'exercice professionnel. Ils appellent ainsi à son «amélioration».**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - L'expert financier et président-directeur général de Humilis Finance, Lyès Kerrar, plaide pour la remise sur la table de la loi sur le capital d'investissement de 2006.

«Pour les professionnels du marché, cette loi n'est pas adaptée à l'exercice professionnel du capital investissement. Ni la fiscalité, ni le mode d'agrément de concession ne sont adaptés», a-t-il expliqué, hier en marge du 1<sup>er</sup> forum de la finance sur le thème «Finance de fonds propres en Algérie : Bourse et capital investissement», à Alger.

La révision des textes de loi régissant ce mode de financement nécessite, selon lui, une «réelle» concertation avec les professionnels et les experts. Lyès Kerrar plaide également pour le développement de fonds d'investissement avec des sociétés d'investissement de droit algérien.

Selon lui, l'importante épargne dont dispose l'Algérie, notamment les banques et les assurances, a



Photo : DF

Lyès Kerrar plaide pour une réelle concertation avec les professionnels.

besoin d'être investie.

«Il est assez cocasse que les seuls capitaux impliqués soient uniquement étrangers ou entièrement publics», déplore-t-il.

Même constat chez le président de l'Association des diplômés de l'Ecole supérieure de banque, Yazid Taalba. «Contrairement à ce qui se fait ailleurs, nous, nous avons peu d'intervenants dans le capital d'investissement en Algérie», fait-il remarquer.

Il suggère ainsi une «multiplication» des intervenants dans le capital d'investissement afin qu'il y ait plus d'apporteurs de fonds. «Les institutionnels tels les compagnies d'assurance, les banques

et les établissements financiers peuvent apporter des fonds importants dans l'exercice du métier du capital investissement», a-t-il affirmé.

Seulement, cette «multiplication» d'acteurs dans ce segment, impose, selon lui, un «assouplissement» et une «amélioration» du dispositif réglementaire.

Le président de l'Association des diplômés de l'Ecole supérieure de banque plaide aussi pour la séparation des sociétés de gestion des Fonds d'investissement. «Il faut permettre la création de sociétés de gestion avec des conditions allégées», préconise-t-il encore.

R. N.

AFIN DE FACILITER  
LA PROCÉDURE D'OCTROI  
DES FINANCEMENTS  
Partenariat  
entre l'Ansej et l'ANPT

Ouverte en février 2009, l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT) a hébergé 120 porteurs de projets. L'ANPT a entrepris des négociations avec l'Ansej dans le but de prendre en charge financièrement ses nouvelles compétences.

Youcef Aklouf, directeur général de l'ANPT qui s'est exprimé, hier, au Forum du quotidien *DK News*, espère officialiser bientôt ce projet de partenariat avec l'Ansej. «Nous espérons signer bientôt une convention avec l'Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes) pour créer un couloir vert de sorte à faire accélérer la concrétisation des projets de nos compétences. Nous avons l'expertise et le savoir-faire nécessaire aussi pour aider l'Ansej dans le traitement de ses dossiers et elle a les capacités financières pour rendre les projets accompagnés par notre agence, viables», a souligné l'intervenant pour justifier le but de ce partenariat gagnant-gagnant.

Sur les 120 projets accompagnés par l'ANPT, située au niveau du cyber-parc de Sidi Abdellah, 37 ont été concrétisés et 65 sont en cours d'accompagnement. L'ANPT enregistre, cependant, un taux de mortalité entre 20 à 30%. «Certains porteurs de projets finissent par trouver des postes d'emploi ailleurs, et abandonnent leurs projets car ce n'est pas facile pour eux de rester une année, la durée du délai de l'accompagnement, sans salaire», a souligné M. Aklouf.

Selon ce dernier, l'ANPT compte multiplier ses capacités pour prendre en charge un nombre plus important de projets. Il espère ainsi s'implanter au sein de toutes les universités du pays. «Notre appel aux projets est ouvert à tous», a souligné M. Aklouf qui dit que son agence accueille les porteurs d'idées, les coachent, les hébergent, les accompagnent jusqu'à ce que l'idée devienne une réalité sur le terrain.

S. A.